

et d'autres, le gouvernement américain a souscrit à ce qu'on appelle l'amendement Jackson, lequel demande l'égalité des niveaux d'armes dans toute entente future. En apparence, de telles exigences ne modifient guère les règles du jeu; en réalité, elles rendent difficiles les négociations sur la limitation des armes stratégiques, étant donné le consensus fragile sur la notion d'«équivalence essentielle».

Il semble que les accords SALT ont réellement favorisé certains fournisseurs d'armes. Sans doute ont-ils particulièrement profité aux milieux militaires du fait qu'ils ont donné une impression d'inégalité et ainsi apporté de l'eau au moulin des tenants de l'augmentation des dépenses. Comme le grand public n'est pas en mesure de juger des avantages qu'un État peut retirer sur plusieurs autres plans pour compenser ces disparités, il est plutôt réceptif au plaidoyer en faveur de l'accroissement des armements dans les secteurs non visés par traité.

Certains groupes ont aussi parfois intérêt à ce que soient conclus des accords limitant l'utilisation des armes préconisées par leurs concurrents, de façon à accroître les possibilités de financement de leurs propres projets. De tels procédés favorisent l'achat de systèmes d'armes plus coûteux nécessitant de gros débours au chapitre de la recherche et de la mise au point. Comme les fabricants de Détroit l'ont découvert, il peut s'avérer très rentable de changer les modèles fréquemment.

S'ils ne sont pas encore convaincus par tous ces arguments, les militaires réticents n'auront qu'à considérer un autre avantage que procurent ces négociations: elles peuvent — et elles ont déjà servi à cette fin — justifier la constitution de «pièces de marchandage», ce qui signifie habituellement la production de nouveaux systèmes d'armes. Cette pratique a toutefois pour seul effet de pousser l'autre camp à renchérir, si bien que la course aux armements reprend de plus belle.

Malgré la futilité d'une telle surenchère, les pourparlers SALT ont toujours consisté pour les deux parties à rechercher l'atout maître. C'est ainsi qu'à la fin du règne de Johnson, le missile antibalistique est devenu la première de nombreuses pièces de marchandage, car on a alors proposé de faire valoir le système *Sentinel* dans les prochains pourparlers SALT. Tous les autres arguments déjà avancés à l'appui de ce dispositif (protection contre une attaque nucléaire éventuelle de la Chine, mécanisme de destruction d'un missile lancé accidentellement, moyen de riposter à une première attaque) avaient été

trouvés peu convaincants. Le gouvernement Nixon évoquait également l'argument de la pièce de marchandage lorsqu'il tentait de faire accepter le système ABM *Safeguard*. Gerard Smith, négociateur américain aux pourparlers SALT, alla jusqu'à envoyer aux membres du Sénat en août 1970 un télégramme urgent les mettant en garde contre l'effet négatif qu'aurait sur l'issue des pourparlers l'adoption d'une résolution visant à limiter le système *Safeguard* à seulement deux emplacements. La résolution, qui aurait probablement été adoptée sans cette intervention, fut rejetée à une majorité de cinq voix.

Comme si la menace d'une course aux systèmes de défense antimissile ne suffisait pas à amener l'Union soviétique à consentir à l'interdiction des ABM, le gouvernement Nixon tenta aussi de justifier la création du système MIRV en faisant valoir que ce serait là un moyen de contrebalancer le système ABM soviétique. Sa seule présence devait rappeler aux Soviétiques qu'ils ne pourraient jamais se défendre efficacement contre les représailles américaines. Fait intéressant à souligner toutefois, la conclusion de l'entente relative aux ABM ne fut suivie d'aucune discussion visant à mettre fin à l'expansion des MIRV et, comme nous l'avons déjà dit, le mirvage se poursuit à un rythme accéléré.

La genèse du missile de croisière nous fournit peut-être la meilleure illustration de la façon dont une pièce de marchandage militaire peut entraîner la mise au point d'armes inutiles et, partant, l'effritement des chances de régler les armements. Comme le souligne John W. Finney dans un article publié le 21 janvier 1976 dans le *New York Times*, c'est le secrétaire d'État Henry Kissinger qui a recommandé que le Pentagone mette au point un missile de croisière à longue portée pour en faire une pièce de marchandage lors des pourparlers SALT-II. Selon ce journaliste, le secrétaire d'État se plaint maintenant en privé qu'il «ne se rendait pas compte que le Pentagone s'éprendrait des missiles de croisière». Le secrétaire d'État a exprimé des regrets semblables à l'égard du système MIRV qui avait été présenté comme étant une pièce de marchandage mais qui se révéla par la suite un sérieux obstacle à la conclusion d'un accord en raison des problèmes d'inspection qu'il posait. Kissinger aurait déjà exprimé en privé qu'il voudrait avoir réfléchi à toutes les conséquences de la mise en place du système MIRV entre 1968 et 1970. En effet, le meilleur moment pour stopper une course aux systèmes d'armes se situe avant qu'on ne les mette en chantier — c'est-à-dire avant que les